



Directeur: Donatien Frémont

SIR JAMES AIKINS EST MORT

L'ancien lieutenant-gouverneur du Manitoba a succombé vendredi, à l'âge de 78 ans. La province lui a fait des funérailles d'Etat.

Sir James Aikins, ancien lieutenant-gouverneur du Manitoba, est décédé, dans la nuit de jeudi à vendredi, chez son fils, le major G. Harold Aikins. Sir James, âgé de 78 ans, était malade depuis une semaine. Il était le fils de Thomas James Aikins, qui fut, lui aussi, lieutenant-gouverneur du Manitoba. Il était né dans le comté de Peel, Ontario, en 1843, et fit ses études à l'Upper Canada College, puis à l'Université de Toronto, où il obtint ses degrés en droit en 1870. Il s'établit à Winnipeg en 1879. C'est là qu'il passa le reste de sa vie.

Sir James Aikins s'identifia avec le progrès de la province du Manitoba. Il fut avocat du ministère de la justice pour le Manitoba de 1879 à 1890. En 1890, il fut un des commissaires chargés d'acquiescer de l'administration de la justice dans les territoires du Nord-Ouest.

Il agit comme avocat du Pacifique Canadien pour l'Ouest de 1890 à 1911. Cette année-là, il fut élu député de Brandon au Parlement fédéral.

Après l'abolition de la Couronne. Sir James fut, durant deux termes, président de l'Association du Barreau canadien.

En 1914, il fut créé chevalier et l'année suivante il démissionna comme député au parlement fédéral pour prendre la direction des forces oppositionnelles du Manitoba, à la suite de la démission du gouvernement Roblin.

Chef conservateur. Sir James fit à cette occasion une

Legislature Provinciale

LA COMMISSION

L'ancien président de la "Winnipeg Electric" ne tient pas à venir compa-

La Commission royale continue son enquête pour faire la lumière sur les dessous de l'affaire du contrat des Sept-Sœurs.

L'hon. P.-A. Talbot, président de la législature, a déclaré avoir acheté sur marge cent actions de la "Winnipeg Electric" et avoir perdu \$3,000 dans sa transaction. Cet achat n'a rien de sa faute avec les négociations en cours entre la compagnie et le gouvernement. M. Talbot croyait faire une bonne affaire, tout le monde de droit, des couloirs de la Chambre, que les choses allaient mieux.

Edward Anderson, président de la "Winnipeg Electric", a confirmé la rumeur de fonds aux trois parties dans de campagne électorale. Il a donné tous les détails sur les négociations et déclare que celles-ci avaient été absolument honnêtes.

La Commission a demandé à M. A.-W. McLintock, ancien président de la "Winnipeg Electric", de revenir de Californie pour déposer devant elle. L'ancien président de la législature, il n'y avait dissolution et appel au peuple.

La clôture. Dès le début de la séance, M. Bracken avait déposé son mot de clôture. L'opposition avait combattu le jugeant hors d'ordre. Après une discussion animée, la décision du président avait été approuvée par 21 contre 14.

Tous les libéraux présents ont voté avec le gouvernement sur la décision du président, mais se sont divisés sur la motion finale d'ajournement. M. Bracken et M. Bracken ont voté contre le gouvernement, tandis que MM. Sigfusson, Mackay et Cleghorn ont voté pour.

M. John Queen, chef ouvrier, a annoncé qu'il avait résigné toutes ses fonctions dans le parti ouvrier indépendant et que M. Farmer prendrait sa place comme chef du parti à la Chambre. Ceci est une conséquence de l'achat d'actions de la "Winnipeg Electric" par M. Queen, révélé à la commission d'enquête.

La séance de l'après-midi avait été levée en signe de deuil après que la législature eut rendu hommage à la mémoire de Sir James Aikins et adopté une résolution de condoléances à sa famille.

La Page du Collège

L'abondance des matières nous oblige à remettre à la semaine prochaine la Page du Collège qui aurait dû paraître dans ce numéro.

LA CONVENTION DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES À BRANDON

Assistance moins nombreuse, mais plus assidue. L'imposition provinciale scolaire à l'étude. Une nouvelle échelle de salaires des instituteurs pour nos écoles françaises. Les devoirs des commissaires. Merci aux Chevaliers de Colomb.

La convention générale des commissaires d'écoles du Manitoba s'est tenue à Brandon, les 25, 27 et 28 du mois dernier.

L'assistance était beaucoup moins nombreuse qu'aux conventions précédentes tenues à Winnipeg. On a mentionné une baisse de 150. — ce qui est peut-être exagéré; mais en revanche, l'assiduité aux séances de la convention était bien meilleure. Les causes névrosiques de cette condition sociale, parait-il, que l'absence de parents et d'amis à visiter, d'affaires à transiger, de cinémas et de grands magasins, aurait troublé l'attention de délégués aux choses sérieuses et aurait de la sorte contribué à faire échouer cette convention de Brandon.

Après la séance de la convention, les délégués ont été reçus par le maire de Brandon, M. J. D. Dussault, et par le conseil municipal. Ils ont été reçus par le conseil municipal de Brandon, M. J. D. Dussault, et par le conseil municipal de Brandon, M. J. D. Dussault.

Le lendemain, à la même heure, et dans la même salle, réunion des comités délégués par M. Marion, adresse à la parole sur l'organisation des Associations locales de commissaires scolaires, qui recommande fortement, ce qui aurait pour résultat, selon lui, d'encourager plus de cohésion parmi les nôtres, de nous permettre de nous tenir au courant des questions scolaires et de nous faire entendre, à l'occasion, par notre vote ou autrement.

Devant des commissaires. M. Dussault, le secrétaire général de l'Association, a présenté aux délégués les salutations qui doivent exister entre le bureau central, les commissaires d'écoles et les instituteurs. Ce qui présente aux commissaires, c'est en quelque sorte la constitution, le catéchisme des devoirs qu'ils se sont engagés à remplir, en acceptant la charge honorable et importante de commissaires d'école. Ils doivent protéger nos parents, nos enfants et à l'institutrice contre les empiétements parfois inacceptables et souvent vexatoires de chaque côté.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

Sur résolution d'urgence, M. Dussault a proposé que l'inspecteur qui se montre quelquefois plus particulier que le maître dont il dépend, en l'espèce, le département. Il recommanda de même et surtout un contact plus intime et plus journalier avec leur cercle paroissial, scolaire ou social.

DIEU ET MON DROIT

Le gouvernement s'en tient à sa politique sur le retour des ressources naturelles. Un surplus de \$69,782,000. Pas de cour de divorces pour l'Ontario.

Ottawa. — L'affaire des chutes des Sept-Sœurs a eu sa répercussion à Ottawa. On y a consacré plusieurs séances.

M. Woodworth, député de Winnipeg, avait inscrit une résolution au feuillet: "La Chambre est d'avis que l'on ne peut disposer efficacement des ressources naturelles sous le contrôle du gouvernement fédéral sans la ratification du Parlement."

Des députés de l'Ouest et la députée conservatrice prétendent que dans le cas des Sept-Sœurs, rien n'aurait dû être fait sans l'autorisation de l'Assemblée législative du Manitoba.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

LES SEPT SOEURS A OTTAWA

Le gouvernement s'en tient à sa politique sur le retour des ressources naturelles. Un surplus de \$69,782,000. Pas de cour de divorces pour l'Ontario.

Ottawa. — L'affaire des chutes des Sept-Sœurs a eu sa répercussion à Ottawa. On y a consacré plusieurs séances.

M. Woodworth, député de Winnipeg, avait inscrit une résolution au feuillet: "La Chambre est d'avis que l'on ne peut disposer efficacement des ressources naturelles sous le contrôle du gouvernement fédéral sans la ratification du Parlement."

Des députés de l'Ouest et la députée conservatrice prétendent que dans le cas des Sept-Sœurs, rien n'aurait dû être fait sans l'autorisation de l'Assemblée législative du Manitoba.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

Le premier ministre a accusé les conservateurs de vouloir saper l'Etat de l'Ouest, de porter atteinte aux relations amicales qui existent. "Le gouvernement, à ce sujet, ne perdra pas une minute à s'efforcer sa politique. Il entend donner aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources naturelles et il s'en tiendra à l'entente faite avec le Manitoba."

M. Woodworth. — Le bail des Sept-Sœurs, sur la recommandation du gouvernement provincial, a été approuvé par le "Winnipeg Electric" par simple arrêté ministériel. M. Woodworth considère que cela ne devrait pas être considéré, pas plus dans le cas des Sept-Sœurs que dans le cas des Sept-Sœurs.

\$1,000,000 Chaque Jour



CHACQUE jour d'affaires en 1928, les 26 millions de détenteurs de polices de la Compagnie d'Assurance Metropolitan lesquels en sont les uniques propriétaires, ont vu ajouter un million de dollars à l'immense fonds de réserve nécessaire à leur protection contre les risques actuels et futurs de la vie et des affaires.

**Metropolitan
Life
Insurance
Company**

L'UNE de ses polices pourvoit à l'instruction des enfants au moment même où cette instruction coûte le plus — Une autre police prévoit le chômage forcé soit par suite d'accident ou de maladie. Telle autre police payée en versements réguliers, est un excellent placement financier aussi bien qu'une protection.

Heureusement, le nombre augmente chaque jour de ceux qui comprennent ce que promet la nouvelle Assurance-vie, ce qu'elle peut faire et ce qu'elle fait actuellement. Ils apprennent qu'elle accomplit également plusieurs choses bien différentes.

Quoique le but original — prendre soin de ceux qui se trouveraient dans le besoin advenant la mort prématurée de leur gagne-pain naturel — n'ait jamais été oublié, l'assurance-vie aujourd'hui s'intéresse largement et directement au bien-être des vivants.

Rapport financier aux porteurs de Polices pour l'année se terminant le 31 décembre 1928

Actif	\$2,085,475,965.64
Passif:	
Réserve statutaire	\$2,346,775,847.00
Dividendes aux assurés payables en 1929	77,138,725.33
Tout autre passif	111,465,393.38
Fonds non assignés	160,075,935.23
	\$2,695,475,965.64
Augmentation de l'actif en 1928	\$306,828,329.32
Recettes en 1928	743,412,385.21
Augmentation des recettes en 1928	\$2,343,796.78
Assurance libérée, émise, augmentée ou remise en vigueur en 1928	3,259,181,354.00
Total des bonis et dividendes aux assurés depuis 1897 jusqu'à 1928 inclusivement	448,523,589.20
Assurance vie en vigueur	
Assurance ordinaire	\$7,825,652,873.00
Assurance industrielle (à primes hebdomadaires ou mensuelles)	6,297,013,786.00
Assurance collective	2,249,229,338.00
Montant total d'assurance en vigueur	16,371,956,002.00
Nombre de polices en vigueur	42,329,281
(y compris 1,304,569 certificats collectifs)	

Au Canada:

Assurances émises en 1928	\$212,055,277
Ordinaire	\$106,603,787
Industrielle	\$79,523,942
Groupe	\$25,927,548
Assurance en vigueur à la fin de l'année 1928	\$858,536,134
Ordinaire	\$447,016,323
Industrielle	\$352,634,050
Groupe	\$58,885,761
Placements en Canada	\$171,318,170
Obligations du Gouvernement Fédéral	\$49,923,862
Obligations provinciales et municipales	\$64,133,130
Tout autre placement	\$57,261,178
Polices en vigueur en Canada	2,613,867
Paiements aux assurés au Canada en 1928	\$12,940,046

La Métropolitaine domine en Canada comme elle domine par tout l'univers



La Compagnie d'assurance-vie Metropolitan (Metropolitan Life Insurance Company) est une organisation mutuelle. Elle n'a ni actions, ni actionnaires. Ses biens appartiennent uniquement à ses assurés.

HALEY FISKE
Président

HENRY E. NORTH
Troisième Vice-Président et Représentant-Chef pour le Canada

FREDERICK H. ECKER
Vice-Président

METROPOLITAN LIFE INSURANCE COMPANY

Siège Social: NEW-YORK - Bureau Chef Canadien: OTTAWA

La plus grande du monde, le plus d'actif, le plus grand nombre d'assurés, le plus gros volume d'assurance en vigueur, le plus gros volume d'assurance nouvelle chaque année.

"Pas la meilleure parce qu'elle est la plus grande — mais la plus grande parce qu'elle est la meilleure"

Les dépenses totales pour le Service de Santé et de Bien-être, parmi les détenteurs de Polices, en 1928, ont été de \$5,953,211.12. En Canada, 331,075 visites de gardes-malades furent faites aux malades détenteurs de polices, et 2,827,056 brochures sur la santé furent distribuées gratis.

1. 色澤 黃褐色 微光澤

